

Jacob Adriaensz. Backer -17^e siècle

Ce verset est l'un de ceux qui ont fait couler le plus d'encre et le plus de commentaires, en tous sens.

On y a vu une théorie, même une théologie, des rapports de l'Église et de l'État. Rapports qui au cours des siècles n'ont jamais été simples, et souvent conflictuels.

La parole "**Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu**" est célèbre ; elle est même dans les pages roses du Larousse.

Alors suivant les tempéraments, et les choix politiques, on a mis cette parole de Jésus au goût soit au neutralisme confortable : chacun chez soi ; soit au choix d'une théocratie : Dieu au pouvoir et ses serviteurs au pouvoir, c'est le régime qui a eu cours, un certain temps sous le nom de chrétienté ; soit le régime de la laïcité : comme en France et en d'autres pays, qui aboutit à la séparation totale de l'État et de la religion, du système religieux en place.

Mais les acteurs en présence ne sont pas n'importe lesquels. Il y a des hérodiens, collaborateurs déclarés du pouvoir romain ; eux ils veulent mettre Jésus dans l'embarras. Il y a aussi des pharisiens de stricte observance de la Loi juive ; eux aussi ils attendent Jésus au tournant. Quelle va être la réponse de Jésus ?

Jésus perçoit très bien le piège qui lui est tendu : "*Est-il permis, oui ou non, de payer l'impôt à l'empereur ?*"

Payer l'impôt ou refuser de le payer. À l'époque, l'impôt, c'est à l'occupant qu'on le paye.

C'est une grave question pour les juifs de l'époque, payer l'impôt ou refuser de le payer car :

- payer l'impôt, c'est reconnaître le pouvoir politique de l'occupant (romain et païen). C'est faire, comme on dit aujourd'hui, une option politique et courir le risque de reconnaître l'empereur comme chef religieux puisqu'il se fait vénérer comme un Dieu ;
- refuser de payer l'impôt, n'était-ce pas comme le danger de s'offrir le risque de l'arrestation, voire de la torture.

C'est donc une question gênante.

Que va faire Jésus ?

Il demande qu'on lui donne une pièce de cette monnaie romaine, et il questionne les hérodiens (partisans du roi Hérode, nommé par les romains) : "Cette effigie, cette inscription de qui sont-elles ?"

La pièce symbolise le pouvoir, à la fois financier, politique et religieux : CÉSAR est DIEU.

La réponse de Jésus tombe alors, pour l'histoire : "*Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*".

C'est une réponse si diversement accueillie au long des événements souvent tumultueux de l'Église dans ses rapports avec l'État. L'Église s'est souvent substituée à Dieu, prenant sa place, imaginant en détenir tous les droits et tous les pouvoirs au lieu d'en être la simple servante (servante de Dieu, et elle ne l'est vraiment qu'en étant servante des humains, prioritairement des plus pauvres).

Mais "*rendre à Dieu*", n'est pas pour autant "*rendre à l'Église*", et inversement "*rendre à l'Église*" n'est pas pour autant "*rendre à Dieu*". Dieu est AUTRE et plus grand que l'Église.

Et trop souvent aussi, les États se sont comportés et se comportent encore en maîtres absolus.

Au fond, Jésus ne tranche pas la question. Il n'apporte pas de solution morale. Il n'a jamais accepté qu'on se replie sur soi, sur "le permis et le défendu".

Pour lui, l'amour est le seul chemin sans frontières. Il ne propose pas davantage un "principe théorique". Ni un méli-mélo de Dieu et de politique. Pas davantage une épaisse cloison entre eux.

Pour Jésus, Dieu donne aux humains le soin de gérer la terre, la vie en commun, dans le respect de tous ; et cela relève du champ et du travail politique, c'est-à-dire de la gestion du bien commun.

Et Dieu donne à l'homme la capacité de prendre des décisions politiques : "*Rendez à César*". Mais Jésus ajoute aussi : "*Rendez à Dieu*". C'est-à-dire que les décisions politiques ne peuvent être prises et l'action commune ne peut être menée sans le souci de tisser patiemment les liens d'une solidarité entre tous les humains, d'un travail de justice pour tous.

Et pour le chrétien, cette responsabilité et ce travail permanent s'inscrivent sur l'horizon lointain du Royaume de Dieu qui vient.

C'est BONHOEFFER, théologien protestant et résistant total à Hitler=CÉSAR NAZI, qui disait : "*Prendre au sérieux les réalités dernières* (Royaume de Dieu, salut, etc.) *exige des prises de position fermes dans les avant-dernières* (problèmes politiques, vie en commun, gestion de la terre)".

C'est un peu ce genre de préoccupations que peut aborder une assemblée paroissiale.

